

Mon commentaire : très bonne vidéo, merci. Je voudrais pourtant suggérer aux jeunes gens d'Osons causer, qui interprètent les « résultats » (effectivement scandaleux) de Macron comme autant de signes d'ERREUR et d'INCOMPÉTENCE, que ces résultats « catastrophiques » POUR NOUS ne sont pas catastrophiques mais « merveilleux » POUR CEUX QUI L'ONT FAIT ÉLIRE (en achetant les journalistes et les politiciens comme on achète des machines). Donc, **du point de vue de ceux pour qui les « représentants » travaillent**, Macron, Hamon, Fillon etc. sont très « compétents » et ne commettent pas du tout d'« erreurs ». Ils ont même le talent de faire passer leurs crimes pour des erreurs. C'est fortiche.

Rappel :

Personnellement, je parlerais donc plutôt de TRAHISONS que d'erreurs.

Voyez aussi ce qu'en dit **Franck Lepage**, c'est important :

## Petit lexique de désintoxication présidentielle, par Franck Lepage :

### 3 - « Pouvoir d'achat »...

Aaaahhhh la sublime arnaque langagière ! Le pouvoir d'achat contre le salaire ! augmenter le « Pouvoir d'achat » pour ne plus jamais augmenter les salaires. Et même, grâce à Macron, augmenter le pouvoir d'achat en diminuant le salaire !!! Attention : accrochez vous, ça va demander un peu de concentration : ça risque de piquer un peu ! On va se le faire façon plan de tomate :

1 - Première branche de la tomate : au 19<sup>ème</sup> siècle le salaire est le PRIX de ma force de travail. Il n'y a que du salaire DIRECT, lié à ma tâche, et ensuite quand je ne peux plus travailler (malade, vieux, ou chômeur) je vais crever dans un coin. Ce qu'on appelle aujourd'hui l'Uberisation.

2 - Deuxième branche : deux siècle de luttes de la classe ouvrière organisée transforment le salaire en un rapport de force politique. Le salaire n'est plus un PRIX, c'est un BAREME. Si tu veux t'acheter ma force de travail, il va falloir multiplier ce que tu me donnes par deux, pour donner aussi du salaire à des chômeur, des retraités, des malades, et du personnel hospitalier...ça s'appelle le salaire INDIRECT, ou encore le salaire socialisé, ou encore les COTISATIONS sociales (« salariales » et « patronales ») que le MEDEF appelle des CHARGE sociales et qui les étranglent de rage !

- Troisième étape, la plus importante, concentrez vous : quand on vous donne 1.500 euros, VOTRE SALAIRE est donc de 3.000 euros., c'est à dire le salaire NET PLUS les cotisations « salariales » qui donnent le « BRUT » PLUS les cotisations « patronales » qui donnent le salaire total. C'est pour ça que c'est un barème, c'est pour ça que c'est un rapport de forces. C'est pour ça que ce chiffre n'apparaît jamais sur votre fiche de paie sauf si vous savez faire des additions.

- quatrième étape, l'ARNAQUE : si je baisse, si j'exonère les cotisations (« salariales » ou « patronales ») de 1.300 euros et que je vous donne 200 euros en plus sur votre salaire direct, j'augmente votre net, ce qui va dans votre poche, mais en réalité je BAISSÉ votre salaire en vous donnant l'impression que je L'AUGMENTE et en claironnant partout que j'augmente votre « pouvoir d'achat ». Et comme on va flinguer la sécu en lui supprimant les recettes, il vous faudra tôt ou tard racheter votre salaire indirect (santé, retraite, etc) avec votre salaire direct en cumulant des points ou en prenant de l'épargne. (je recommence ou ça va ?)

Expliquer à votre tata (ou à votre tonton) avant dimanche, sur la nappe du restaurant que si elle touche 200 euros de plus chaque mois, en fait on lui a baissé son salaire, c'est votre challenge pour la semaine ! Amusez vous bien !

À partir de là vous avez plusieurs options politiques.

a - Vous êtes contents, on vous a donné 200 euros de plus, et vous n'en n'avez rien à foutre des autres. Que les retraités se démerdent et quant aux malades, vous êtes en bonne santé. Quand ce sera votre tour et que ça vous arrivera sur le coin de la figure, il sera toujours temps d'aviser. Chacun pour soi et Dieu contre tous ! Et puis le MEDEF l'a dit : si les patrons ne sont plus obligés de payer notre protection sociale, (le « coût du travail ») ils pourront engager plein de travailleurs flexibles et pas protégés, et cela

créera de l'emploi, plein d'emploi, des tas d'emplois.....vous avez donc le choix : Votez Macron sans état d'âme, qui propose « la suppression des cotisations salariales pour tous les travailleurs pour rapprocher le net du brut » (vous avez pigé l'arnaque) Ou Fillon qui propose « d'atteindre le plein emploi en baissant de 40 milliards les charges des entreprises ».

b - Vous êtes embêté : la concurrence, l'europe, la crise, la mondialisation, ah là là ma brave dame, on ne peut quand même pas continuer à pressurer les entreprises, il faut bien baisser les charges sociales si on veut retrouver de la compétitivité, tout ça tout ça..., il faut moderniser la modernité avec l'aide de la CFDT,...mais on peut mettre en place des amortisseurs comme le revenu universel pour les très pauvres, et transférer les cotisations sur de l'impôt CSG façon rocard , ou même individualiser la protection sociale avec des comptes personnels.... regardez la Finlande ...bon, Votez pour celui qui proclame qu'il « sera le candidat du pouvoir d'achat », votez plutôt Hamon.

c - Vous êtes de gauche et vous savez donc que le mouvement historique de la gauche est l'augmentation continue des cotisations patronales, c'est à dire prélever sur NOTRE richesse, celle que NOUS produisons, de quoi couvrir NOS besoins de santé et de bien-être. Vous êtes donc pour l'augmentation des salaires, de tout le salaire, et donc des cotisations patronales. Vous savez que la bagarre à mener ce n'est pas pour l'augmentation du NET, c'est pour l'augmentation du BRUT, c'est pour l'augmentation du SALAIRE total et pas du « POUVOIR d'ACHAT »...Vous êtes pour un régime général de sécurité sociale et contre les comptes personnels d'activité, Vous êtes pour l'augmentation des services publics et donc du nombre des fonctionnaires parce que vous savez que c'est VOUS qui produisez cette richesse, Votez pour ...ceux qui vont dans ce sens.

(à suivre)...

Source : Page Facebook de Franck : [https://www.facebook.com/permalink.php?story\\_fbid=1861754984078091&id=1525946107658982](https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=1861754984078091&id=1525946107658982)

## 2 - « Crise »...

Combien sont ils à nous saôuler avec le « déclin », la « crise » et à vouloir REDRESSER la FRANCE ?

Mais quelle vision ont ils de la 5<sup>ème</sup> puissance mondiale ? Du 5<sup>ème</sup> pays le plus riche du monde ?...si nous sommes dans la crise en étant la cinquième puissance mondiale, qu'est ce que ça doit être chez les 189 autres états derrière nous ?!? Quelle blague : la France dégueule de richesse, la France fabrique du riche à tour de bras en augmentant les inégalités depuis les années 80. Et ce sont les représentants des riches (Fillon) qui parlent de Crise pour mieux continuer à massacrer nos « Acquis », « privilèges » et autres « assistanats » . C'est de la haine de classe à l'état pur. Comme dit Guillaume Meurice, A 8.000 euros, t'es « assistant », à 400 euros t'es « assisté » !!! Qui sont ces candidats dirigeants qui ne promettent que des malheurs et veulent rajouter du malheur au malheur ? encore des sacrifices... c'est la crise !!!!!!!

La plaisanterie commence en 1973 avec la « crise pétrolière ». Coup de génie des classes dominantes, relayées par des média aux ordres, qui nous informent que des décisions prises très loin de nous et sur lesquelles nous n'avons aucune prise vont avoir des répercussions sur notre niveau de vie. Le président Pompidou, (déjà ancien fondé de pouvoir de la même banque d'affaires que Macron), nous l'annonce solennellement à la télé : il va falloir se serrer la ceinture. Les vaches grasses, c'est fini ! On va démolir vos protections et vous faire vivre dans la terreur du lendemain. Et bientôt, début du gag de la fameuse « mondialisation » dont le véritable nom est la dérégulation : faire sauter toutes les barrières du droit qui encadraient la prédation par les possédants.

Qu'est-ce qu'une crise économique ? C'est un manque de richesses. Y a-t-il manque de richesses ? Non ! La France transpire sa richesse par tous ses pores ! Un seul chiffre : entre 2000 et 2017, soit en seulement dix-sept ans, le cinquième pays le plus riche du monde a doublé son PIB (Produit intérieur PIB alors qu'il avait mis auparavant quarante ans à réaliser cela. Il y a une formidable accélération de la richesse, et des écarts de salaires qui passent de 1 à 14 dans les années 1970 à 1 à 400 dans les années 1980, les années « socialistes »... En dix-sept ans, 1 000 milliards d'euros supplémentaires se promènent donc en France. La France est le premier pays du monde pour le nombre de résidences secondaires !!! De quelle « crise » s'agit-il alors ? A la fois d'une crise de surproduction et d'une crise de répartition de la richesse produite.

Il s'agit surtout de défaire méthodiquement - pardon : de « réformer » - toutes les avancées de 1945 en termes de protection sociale : attaque du pouvoir ouvrier sur la sécurité sociale avec les ordonnances de 1967 par De Gaulle qui organisent la « parité », démolition de la souveraineté salariale sur la formation avec la loi Delors de 1971, mise à mal progressive des retraites à partir du livre blanc de Rocard en 1991, puis de l'assurance-chômage avec Jospin, de la santé et des allocations familiales avec Hollande... Le projet totalitaire d'une société entièrement marchande a ses metteurs en scène - Macron, Fillon - pour nous rappeler qu'il y a « crise » et un cadre : l'Union Européenne, qui veille sur la stabilité monétaire (des riches) et qui est là pour nous protéger de la dite crise.

Le terme est utilisé, usé, abusé jusqu'à plus soif pour nous expliquer qu'une seule politique est possible ! Le problème, c'est qu'à force de durer, de se pérenniser, on ne sait plus quel autre terme utiliser quand une vraie crise apparaît, comme celle de 2008. Ou alors, on verse dans la surenchère : au-delà de la crise, il y a l'« état d'urgence », que l'on décline désormais sur tous les modes : sécuritaire, bien sûr, mais aussi écologique, économique ou social... Quand une « crise » dure depuis quarante ans et qu'en plus elle est mondiale, il ne s'agit plus d'une crise, mais de la modalité normale de fonctionnement d'un système. Il est temps de mettre ce système en crise : mettons la crise en crise !

(à suivre...)

[httpv://www.youtube.com/watch?v=GGu\\_ERN3cFc](httpv://www.youtube.com/watch?v=GGu_ERN3cFc)

Source : Page Facebook de Franck : [https://www.facebook.com/permalink.php?story\\_fbid=1861109964142593&id=1525946107658982](https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=1861109964142593&id=1525946107658982)

### 3 - Europe...

On nous refait ce coup de « l'Europe » à chaque élection. J'adore. Ce que les Français ont refusé en 2005, ça n'était pas « l'Europe », c'était « l'Union Européenne ». Les différentes hypothèses de sorties de l'Euro, de frexit, ou autres renégociations ne concernent pas l'EUROPE mais bien au contraire l'UNION EUROPEENNE c'est à dire une saloperie d'institution antidémocratique verrouillée pour les banques et les entreprises multinationales.

C'est bien au nom de l'EUROPE qu'il faut combattre l'UNION EUROPEENNE, c'est bien pour construire enfin l'EUROPE qu'il faut dégommer l'UNION EUROPEENNE... nous faire croire que certains voudraient sortir de l'EUROPE, C'est vraiment nous prendre pour des bacs à douche ! c'est à dire quoi ??? Mélenchon détesterait la petite sirène dans le port de Copenhague, le carillon de Big Ben à Londres, voudrait faire sauter le pont Vecchio à Florence, ou finir de faire pencher la tour à Pise. Ben oui, mais mes voisins super sympas qui veulent voter Hammon parce qu'ils sont raisonnablement « de gauche », c'est pourtant comme ça qu'ils raisonnent, ils pensent que Mélenchon veut sortir de l'EUROPE. (faut dire qu'il était pas obligé de nous ramener Bolivar, non plus !!! ça facilite pas les explications).

Du point de vue du langage, Hammon entretient cette fadaise de « l'Europe », mais son attitude a au moins le mérite de le situer politiquement : il est impossible d'être de Gauche sans réclamer la sortie de l'Union Européenne, de la même façon qu'on ne peut pas être de gauche et réclamer des baisse d'impôts, ni être de gauche et alléger les charges patronales qui couvrent la sécu. Et je ne vous parle même pas du revenu universel, petite merveille néo-libérale pour sortir du financement de la sécu par les entreprises, c'est à dire du conflit travail-capital...le seul conflit de gauche connu à ce jour. Diable ! l'Histoire de France semble désormais entre les mains des électrices et électeurs de Benoît Hamon ! Se reportent-ils sur Mélenchon ou nous offriront-ils Macron pour cinq ans ? Brrrr...Je ne voudrais pas être à leur place !

(À suivre)...

<httpv://www.youtube.com/watch?v=FFkUkm-L5A8&t=2s>

Source : Page Facebook de Franck : [https://www.facebook.com/permalink.php?story\\_fbid=1860737150846541&id=1525946107658982](https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=1860737150846541&id=1525946107658982)

Fil Facebook correspondant à ce billet :

